

L'HEBDO DES MARCHÉS



Actualités des marchés financiers - semaine du 5 au 9 juin 2017



ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

Royaume-Uni : le pari perdu de Theresa May risque de compliquer encore plus le Brexit.



ECONOMIE

Zone euro : révision à la hausse de la croissance au 1^{er} trimestre.

Etats-Unis : légère baisse de l'ISM non manufacturier. Le marché de l'emploi reste très tonique.



MARCHÉS

Taux : les taux allemands stables, les taux américains en légère hausse.

Actions : marchés d'actions toujours calmes.

PRINCIPAUX INDICATEURS

Marchés Actions	09/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
CAC 40	5287	-1,1%	-2,1%	8,7%
Eurostoxx 50*	3573	-0,5%	-2,1%	8,6%
S&P 500	2434	-0,2%	1,5%	8,7%
Marchés de Taux	09/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
Eonia*	-0,36%	-0,03%	0,00%	-0,03%
OAT 10 ans	0,64%			
Matières 1 ^{ères}	09/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
Pétrole (Brent,\$/baril)	48	-4,2%	-1,8%	-15,8%
Or (\$/once)	1266	-1,0%	3,6%	9,9%
Devises	09/06/17	Perf. sur la semaine	Perf. sur 1 mois	Perf. depuis le 31/12/16
EUR/USD	1,12	-0,9%	2,7%	6,2%

Source: Bloomberg, Stratégie Amundi
Données actualisées le 09/06/17 à 18h



NOTRE ANALYSE

Les négociations concernant le Brexit devaient, en principe, commencer officiellement le 19 juin. Cependant, au vu du résultat des élections, le gouvernement britannique risque d'avoir besoin de davantage de temps pour confirmer ou revoir sa stratégie, alors que le délai au terme duquel le Royaume-Uni doit, en principe, sortir de l'Union Européenne (en mars 2019, soit deux ans après l'activation de l'Article 50 du traité de Lisbonne) paraît déjà bien court. La position de négociation des Britanniques ne s'en trouve pas renforcée, d'autant plus que leur économie tend à ralentir alors que celle de la zone euro accélère, et que l'élection présidentielle française peut ouvrir la voie à une coopération franco-allemande renforcée. Il faut s'attendre à des épisodes temporaires de doutes sur la possibilité même d'un accord. Cependant, nous continuons de penser qu'un terrain d'entente sera finalement trouvé, permettant un maintien du libre-échange des biens, un maintien partiel du libre-échange des services et des compromis sur les sujets difficiles de la libre circulation des personnes et de la contribution du Royaume-Uni au budget européen.





ACTUALITÉ DE LA SEMAINE

Royaume-Uni : le pari perdu de Theresa May risque de compliquer encore plus le Brexit.

Les élections anticipées convoquées par la Première ministre britannique Theresa May n'ont pas obtenu le résultat attendu, puisque les Conservateurs perdent leur majorité parlementaire qu'ils espéraient pourtant renforcer. Ils obtiennent 318 sièges sur 650 (au lieu de 330 auparavant) et devront, pour gouverner, compter sur le soutien d'un autre parti (le DUP, parti unioniste protestant d'Irlande du Nord). Ce résultat risque de compliquer les négociations du Brexit, d'une part parce qu'il sonne comme un désaveu de la stratégie de Theresa May, d'autre part parce que le gouvernement, avec une base parlementaire affaiblie, risque d'être davantage l'otage de petits groupes de députés de son propre camp, aux vues contradictoires sur l'étendue des concessions qu'il est possible de faire aux Européens.

ECONOMIE

Zone euro : révision à la hausse de la croissance du 1^{er} trimestre.

La croissance du PIB français au 1^{er} trimestre a été révisée à la hausse de +0,3% à +0,4%, celle du PIB italien de +0,2% à +0,4%. Sur 4 trimestres, la hausse du PIB italien atteint +1,2%, soit le rythme le plus élevé depuis 2010. Par ailleurs, le taux de chômage baisse de nouveau en avril à 9,3% (après 9,4% en mars et 10,2% en avril 2016). Enfin, le crédit aux entreprises non financières poursuit sa reprise : +2,4% sur un an en avril après +2,3% en mars.

Etats-Unis : légère baisse de l'ISM non manufacturier, le marché de l'emploi reste très tonique.

L'indice ISM non manufacturier baisse légèrement à 56,9 (contre 57,5 en avril), ce qui constitue toujours un niveau élevé. Sa composante emploi progresse fortement à 57,8. Par ailleurs, le nombre de postes ouverts au recrutement progresse nettement en avril à 6,04 millions (contre 5,78 millions en mars), ce qui constitue un record historique.

MARCHÉS

Taux : les taux allemands stables, les taux américains en légère hausse.

Les rendements à 10 ans des emprunts d'Etat de l'Allemagne et des Etats-Unis finissent la semaine à respectivement 0,27% et 2,22%. Les prévisions d'inflation telles que mesurées par les obligations indexées sont de nouveau en baisse : aux Etats-Unis, la prévision à 10 ans est passée sous 1,80%, ce qui n'était pas arrivé depuis les élections américaines. En zone euro, les écarts de rendements entre pays se sont légèrement contractés cette semaine, notamment après le conseil des gouverneurs de la BCE. L'écart de taux 10 ans entre la France et l'Allemagne est passé sous 0,4% pour la première fois depuis novembre 2016.

Actions : marchés d'actions toujours calmes.

Depuis le début du mois, les performances des marchés d'actions restent très peu volatiles. Celles des grands marchés vont de +1,5% pour le Topix japonais à -0,3% pour le FTSE100 britannique. Pour l'instant, les oscillations du prix du pétrole n'influencent pas la vue d'ensemble. Le marché américain continue de progresser, malgré sa valorisation élevée. La première réaction du marché britannique aux élections est modérée et assez logique : une petite hausse du FTSE100 (plus international) et une légère prise de profits sur le FTSE250 (plus domestique).



LEXIQUE

Banque Centrale Européenne (BCE) : depuis la mise en place de l'euro le 1er janvier 1999, la Banque Centrale Européenne (BCE) est la gardienne de la stabilité des prix de la zone euro. Sa mission principale est d'abord d'assurer la maîtrise de l'inflation, condition nécessaire à la croissance durable de l'économie, selon le traité de Maastricht. Compte tenu de la mission qui lui a été assignée, elle peut agir sur le niveau des taux d'intérêt, en particulier le taux « Refi » (taux des opérations principales de refinancement). Ce taux est celui auquel les banques commerciales peuvent obtenir des liquidités auprès de la Banque centrale. Dès lors, la BCE agit indirectement sur la plupart des taux d'intérêt pratiqués dans l'ensemble de l'économie de la zone euro, comme ceux rémunérant les prêts accordés par les banques commerciales et ceux rémunérant certains dépôts des épargnants.

Eonia : abréviation d'Euro Overnight Index Average. Il correspond au taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché inter-bancaire en euro, pondéré par les transactions déclarées par un panel d'établissements financiers, les mêmes que pour l'Euribor.

Eurostoxx 50 : indice boursier qui regroupe 50 sociétés au sein de la zone euro selon leur capitalisation boursière.

FTSE 100 : indice boursier de la place de Londres constitué des 100 principales valeurs cotées sur le marché. Communément appelé Footsie, le FT-SE 100 est en fait l'abréviation de Financial Times - Stock Exchange. Il est composé des titres des 100 plus grosses entreprises cotées à la Bourse de Londres. Il est calculé à partir d'une moyenne arithmétique pondérée par les capitalisations boursières, sans prise en compte des dividendes. Il est calculé toutes les 60 secondes de 8h à 16h30 (heure locale), soit 9h à 17h30 (heure française d'hiver).

ISM non manufacturier : indicateur qui mesure auprès de 300 directeurs d'achat d'entreprises américaines représentatives le niveau d'activité de l'ensemble du secteur des services aux Etats-Unis à travers les critères suivants: nouvelles commandes à l'import et l'export, production, emploi, stocks, délais de livraison. Au-delà de 50%, il signale une expansion du secteur.

Topix : indice majeur de la bourse de Tokyo qui comprend 1250 titres cotés. Il se subdivise en 32 sous-indices représentant les secteurs industriels et 3 indices regroupant les sociétés en fonction du nombre d'actions cotées. Ces sous-indices sont calculés et diffusés 6 fois par jour. Il est calculé à partir d'une moyenne arithmétique pondérée par les capitalisations boursières, sans prise en compte des dividendes. Son principal concurrent est l'indice NIKKEI.

AVERTISSEMENT

Achevé de rédiger le 09/06/2017 à 15h

Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. Notamment cette publication ne s'adresse pas aux US persons telle que cette expression est définie dans le US Securities Act de 1933. Les données et informations figurant dans cette publication sont fournies à titre d'information uniquement. Aucune information contenue dans cette publication ne constitue une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Les informations contenues dans cette publication sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit. Les informations sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données de marché constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution. Les prévisions, évaluations et analyses ne doivent pas être regardées comme des faits avérés et ne sauraient être considérées comme des prédictions exactes des événements futurs. Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Edité par Société Générale Gestion.

SOCIETE GENERALE GESTION

90, bld Pasteur 75015 PARIS

SA au capital de 567 034 094 EUR - 491 910 691 RCS Paris

Société de gestion de portefeuille agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro GP-09000020

societegeneralegestion.fr